



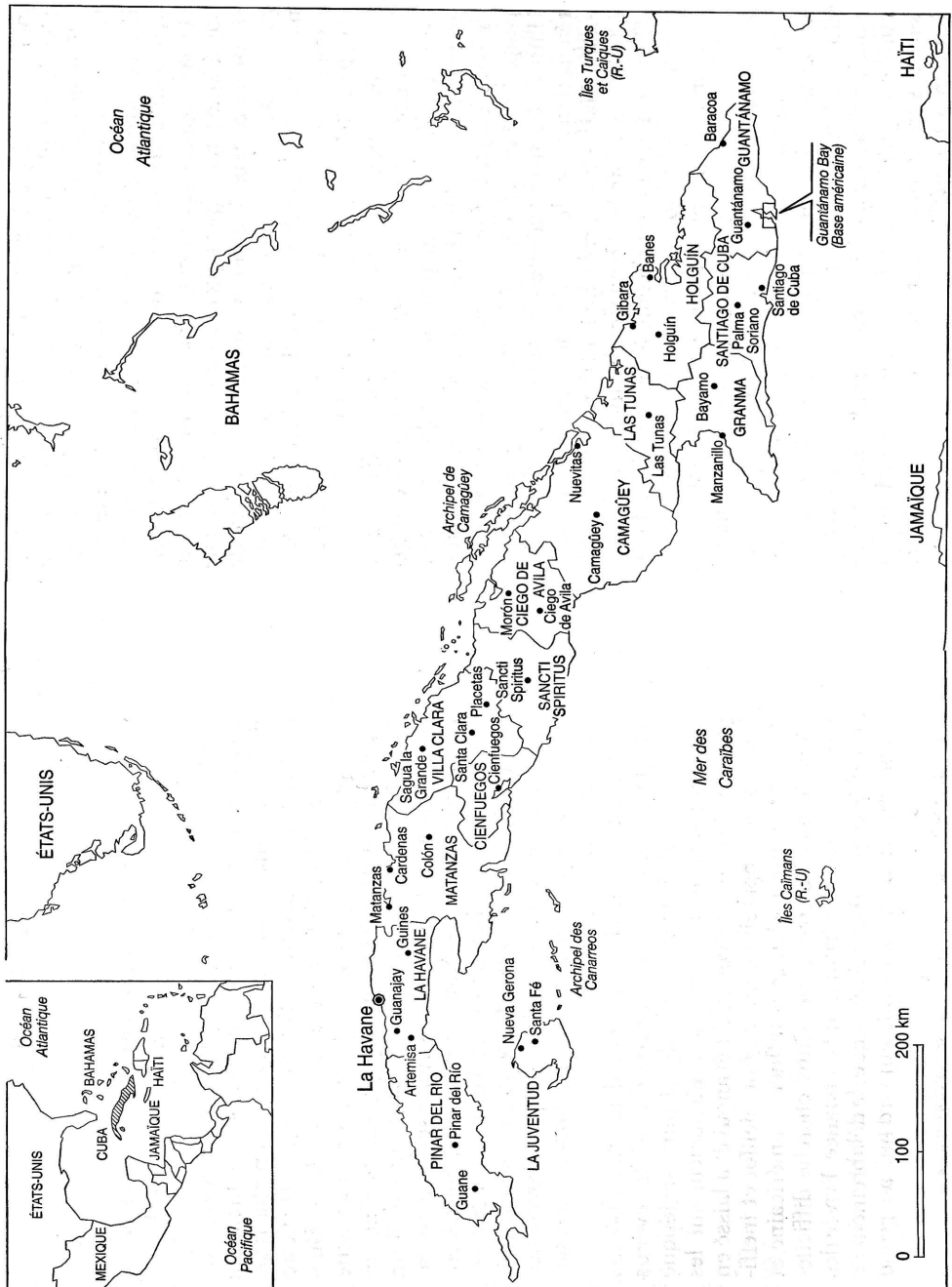
Partisan

Cuba



**La révolution est
bien loin...**

Juillet 2005 - 2,50 €



Cuba - P 2

Données de base

Cuba est une île tropicale, la plus grande des Antilles. Elle est située juste au sud de la Floride, à 180 km des côtes américaines. Le pays a une forme allongée sur près de 1000 km. Il compte 11 millions d'habitants et près de 2 millions d'exilés.

Principales ressources : les dollars des exilés américains, le tourisme, le sucre, le nickel, le tabac, les agrumes. Dette nationale par habitant : 1200 \$ en 2004 (3100 \$ si on inclut la dette aux ex-pays de l'Est).

Quelques dates repères

1492	Découverte de l'île par C. Colomb
1513	Indigènes décimés, début de l'importation des esclaves
1800--	Développement des productions de sucre et de café
1827	1 million d'habitants, dont plus de 430 000 esclaves
1868-1895	Guerres d'indépendance de José Martí et Antonio Maceo
1880	Abolition de l'esclavage
1895	Les États-Unis éjectent les Espagnols de Cuba et contrôlent l'île
1925	Création de la Confédération nationale ouvrière et du Parti communiste
1933	Lutte des ouvriers, paysans et étudiants pour l'indépendance
1934-1952	Coups d'État de Batista
1953	Tentative de prise d'assaut de la caserne de la Moncada (Fidel Castro). Procès, emprisonnement, libération en 1955
1956	Débarquement depuis le Mexique, début de la guerre de libération dans la Sierra Maestra (2 ans !)
1959	1er janvier, prise du pouvoir par l'Armée Rebelle (Castro, Che Guevarra, C.Cienfuegos). Réforme agraire. Campagne d'alphabétisation.
1960	Nationalisation des grandes entreprises américaines. Embargo
1961	Rupture avec les USA. et tentative d'invasion ratée de la Baie des cochons. Développement des rapports avec l'URSS. Annonce du caractère socialiste de la révolution.
1962	Crise des fusées, où contre l'avis de Castro, Kroutchev accepte le démantèlement des bases de missiles pour éviter la guerre nucléaire imminente avec les USA (il obtient en échange de Kennedy l'assurance de ne pas réenvahir l'île)
1965	Fusion des partis dirigeants dans le PC cubain (1er congrès en 75)

1965-1973	Départ vers les USA de 260 000 Cubains suite à un accord bilatéral
1968	Nationalisation de toutes les entreprises privées
1970	Gran zafra (récolte de canne à sucre) de 10 millions de tonnes. Echec et désorganisation de l'économie
1972	Intégration au COMECON (marché commun des « pays de l'Est »). Spécialisation de l'économie dans le cadre de ces échanges, sucre contre pétrole soviétique en particulier
1975-1991	Troupes cubaines en Afrique (Angola, Congo, Mozambique, Ethio pie). Plus de 500 000 soldats au total !!
1980	Ouverture provisoire du port de Mariel : 125 000 départs.
1980-...	Moments de libéralisation (marchés paysans, restaurants privés), et de fermeture (dollar, répression politique, économie privée) se succèdent
1989	Chute du mur de Berlin. Fin du COMECON
1989	Procès et exécution d'Ochoa et A. de la Guardia pour corruption et trafic de drogue (commandités par le régime). Ochoa était l'ancien commandant, très populaire, des troupes cubaines en Angola. Purge dans l'armée et la police.
1990	Fin de l'aide soviétique. «Période spéciale de temps de paix» de res- trictions et de ralentissement économique
1993	Légalisation du dollar américain. Développement du tourisme, capi- taux allemands et espagnols.
1994	Nouvel exode maritime illégal (300 000 balseros). Manifestation spontanée d'opposition à La Havane ('Maleconazo')
1995	Nouvel accord sucre contre pétrole avec les Russes (avant, pétrole canadien ou vénézuélien) Destitution de Roberto Robaina pour corruption (ministre des affai- res extérieures) puis plus tard d' O.Cienfuegos, responsable des orga- nismes de tourisme cubain.
1997	Poursuite de nombreux projets de développement sanitaires en Afri- que (Erythrée, Ghana, Guinée, Botswana,...)
1998	Visite du pape au service de l'ouverture proclamée du régime, mais la critique n'est toujours pas tolérée
2002	Fermeture pour obsolescence et non-rentabilité de la moitié des cen- trales sucrières.
2005	400 jeunes incarcérés pour 'dangerosité' (des Noirs à 95%) . Nou- velle interdiction du dollar. Cuba vise les 2 millions de touristes.

Cuba n'est pas un paradis tropical pour les ouvriers

Difficile d'être objectif dès que l'on aborde l'analyse politique de Cuba. Les avis sont extrêmement tranchés, dans un sens ou dans l'autre, et peu perméables aux arguments du côté opposé. C'est aussi le cas à Cuba même, comme quoi un point de vue d'ensemble n'est pas si facile ! Il y a à cela deux raisons : objectivement, les choses ne sont pas simples, il y a effectivement du pour et du contre, qu'il faut comprendre et évaluer. Subjectivement, Cuba suscite et véhicule beaucoup d'affects. Les gens sont attachants, l'expérience politique inédite et courageuse. Avec cette brochure, nous voulons donner quelques repères d'analyse et nous situer dans ce chaud débat. Nous savons que nous ne plairons pas à tout le monde, mais nous espérons que notre positionnement politique sera utile pour clarifier pour quelle société nous nous battons.

Au niveau des conquêtes sociales, Cuba reste sans conteste un pionnier en Amérique latine : loyer des logements extrêmement bas, eau, gaz et électricité à prix modiques, infrastructures scolaires et médicales importantes et ouvertes aux masses, possibilités culturelles multiples. Le bilan officiel est flatteur. La réalité l'est moins ! Deux remarques importantes : le niveau de vie à Cuba a été artificiellement gonflé par le soutien intéressé de l'Union soviétique pour qui Cuba était une vitrine sociale plus affriolante que la mère patrie du socialisme. Castro l'a d'ailleurs officiellement reconnu en 1985 :

«Voilà 25 ans que nous entendons les camarades parler de ce dont ils ont besoin, et, chose incroyable, ils ont reçu ce dont ils avaient besoin durant ces 25 ans : l'éducation a tout reçu, la santé a tout reçu, la culture, les universités, la science, la technique, le sport ont tout reçu. J'ai moi-même encouragé pas mal de ces programmes. Ce que personne n'a jamais demandé au cours de ces 25 ans, c'est d'où sortait cet argent, d'où sortait ces ressources, quel mystère, quel miracle ou quelle lampe d'Aladin autorisaient tout le monde à demander sans que les ressources s'épuisent. Eh bien, je vais vous dire d'où elles sortaient : en partie de l'effort du peuple, mais surtout de la solidarité internationale, de la solidarité du camp socialiste, et fondamentalement, de l'URSS, c'est la vérité».

Mais cette économie portée à bout de bras s'est cassée la figure en 1989 avec la chute de l'URSS et du bloc de l'Est. On est loin aujourd'hui

de la campagne d'alphabétisation basée sur le volontariat des premières années de la Révolution. Les services sociaux sont en crise depuis des années.

Les logements, non entretenus, tombent en ruine. A la Révolution, les habitations désertées par les Cubains partis se réfugier à Miami ont été attribuées à la population pour des loyers dérisoires. Cette mesure symbole se retourne maintenant leurs bénéficiaires : les habitants, soit qu'on ne leur en donnait pas les moyens, soit qu'ils n'en avait pas conscience, ont vu les palaces se dégrader.



Une entrée d'immeuble, tout en rafistolage

Le résultat : il y a dans chaque quartier de La Havane des lieux d'accueil des familles dont les maisons s'écroulent (4 par jour en moyenne !). Et les rénovations de prestige, financées par l'Unesco (La Havane est inscrite comme ville patrimoine de l'humanité), provoquent un changement de population vers la petite-bourgeoisie comme dans n'importe quelle ville du monde libéral.

L'autre problème est le manque crucial de logements, obligeant générations à cohabiter dans des espaces exigües et surchauffés. Les Cubains sont souvent propriétaires de leur logement, mais ils ne peuvent pas le revendre, alors cela est remplacé par un système complexe de troc. Là déjà, la comparaison avec les conditions de vie des touristes ou de la bourgeoisie est flagrante, les ressources du pays ne sont pas pour la population... Voici ce qu'en disait déjà en 1996 Begnino, ancien compagnon de lutte de Che Guevara :

«Au début des années 80, à la tête des prisons, j'ai pu mesurer la corruption de l'administration. J'ai commencé à voir ce qu'est la classe des privilégiés au sein du régime. J'ai vu son impunité, sa façon de promouvoir ses en-

fants, de vivre à part et mieux que le reste du pays. A La Havane, il y a des quartiers comme atabey ou El Laguito où sont désormais regroupés les dirigeants du régime. Ce sont des quartiers de villas magnifiques, mais vous ne pouvez pas vous y promener car les rues sont fermées de façon permanente par la sécurité.». Interview dans Le Monde, 3 mai 1996. Le décalage s'est encore accru depuis...

L'électricité subit des coupures prolongées, annoncées généralement dans la presse... Pendant une période, on parlait même de 'périodes transitoires d'éclairage' (alumbrones) ! Les centrales électriques fonctionnent au pétrole, sont vétustes et dépensières en une énergie rare. Il y a moins de coupures aujourd'hui, et le régime est prudent à les réparer pour ne pas risquer d'explosion de ras-le-bol social.

Les hôpitaux sont dans un état d'abandon et parfois de saleté impressionnants (il faut apporter ses draps, ses médicaments). La médecine est gratuite... surtout si l'on peut fournir des dollars !! Il y a une grave pénurie de médicaments, même de base. Certains sont réservés à l'exportation, puisque Cuba en produit lui-même. Les médecins et dispensaires sont nombreux et gratuits. Les médecins cubains sont même un 'produit' d'échange avec d'autres pays, contre du pétrole vénézuélien par exemple. Ils ont aussi été fournis au gouvernement sandiniste du Nicaragua à l'époque et le sont encore à plusieurs pays africains.

Seul le secteur de l'éducation peut paraître préservé du délabrement général, signe de l'importance accordée à la jeunesse. Mais là aussi, on



recrute au rabais car les postes sont peu enviés. Les diplômés se retrouvent pour l'essentiel au chômage ou employés du secteur d'État aux salaires peu reluisants. Comme le signale Raul Rivero dans l'interview jointe, les pionniers rêvent d'être comme le Che et les adolescents

d'émigrer aux États-Unis ! Car bien peu d'aspirations de la jeunesse sont satisfaites... Le vrai problème de l'éducation, c'est qu'elle concourt à l'embrigadement de la jeunesse : il faut être dévoué au régime (et

surtout pas 'rebelle'!) pour accéder aux études supérieures. Accepter de servir de main d'œuvre et de chair à canon pour les buts pas toujours louables du gouvernement. Il y a aussi un manque flagrant d'enseignants, beaucoup abandonnant leur poste au salaire de misère pour tenter leur chance dans le timide secteur privé ou dans les petits trafics.

«Si la survie est ainsi assurée, les frustrations sont immenses. L'humiliation et son cortège de rancœurs finissent par s'enraciner au plus profond des consciences.

La désaffection est particulièrement grave chez les enseignants qui doivent, en plus de leur travail, relayer la propagande du régime. Lors de la dernière rentrée scolaire, près de 7% des professeurs de la capitale n'étaient plus au rendez-vous, obligeant le ministère à recruter d'urgence retraités et étudiants pour combler les places vacantes». Cumerlato. Rousseau. L'île du docteur Castro.

Comme dans les autres pays du bloc soviétique, le marxisme est une 'matière' obligatoire à l'Université. Comme la réflexion critique n'est pas le genre de la maison, cela tourne à l'apprentissage par cœur d'un savoir doctrinal, jamais utilisé comme outil d'analyse du régime lui-même ou comme point de départ d'une réflexion vivante et critique. Mais qu'est-ce que le marxisme sans esprit critique ?

Le sport ? Dans les compétitions, Cuba brille par les performances de ses athlètes. C'est le sport de pointe qui est promu, avec des écoles spéciales. Mais le sport populaire est peu développé et a peu de moyens...

La situation des femmes mérite commentaire. Au niveau juridique et économique, le régime a œuvré constamment dans le sens de l'égalité hommes/femmes. Les données sur l'emploi féminin ou l'accès aux études supérieures parlent en faveur du gouvernement. Les Cubaines jouissent d'une liberté enviable pour beaucoup d'autres femmes latino-américaines. Le système de scolarisation pousse les jeunes à s'éloigner de l'emprise familiale. L'avortement et la contraception sont libres et gratuits, mais le 'machisme-léninisme' ambiant rend quand même l'ambiance lourde (peu de viols, mais beaucoup de harcèlement et de violences conjugales).

Autre sujet controversé : le racisme. Officiellement, il n'y en a pas, donc pas de lutte contre ! Mais il reste présent. Et la proportion de Cubains

«noirs» va régulièrement en descendant quand on monte dans les sphères du pouvoir. Beaucoup de descendants des esclaves des plantations de canne à sucre parmi les paysans et les ouvriers. Peu dans l'administration, un seul à la direction du PCC depuis 40 ans (ils représentent 65% de la population quand même ! Les femmes elles aussi y sont très sous-représentées). Problème culturel, répondent les autorités... Les intellectuels noirs parlent maintenant de marginalisation les concernant. Et que dire de cette information selon laquelle 95% des jeunes arrêtés préventivement en 2005 pour dangerosité sont 'noirs' ?



Les camellos, vastes camions-bus bondés qu'il faut attendre des heures. Les Cubains considèrent qu'un trajet en camello mérite le même avertissement que le film du samedi soir à la télé : *«Attention : scènes de violence, sexe et langage d'adultes»*...

A la campagne, les transports se font en carioles à chevaux ou en camions.

Parlons enfin de la 'libreta', le carnet de rationnement. D'une part, il n'assure les besoins vitaux de la famille que pour la moitié du mois. En théorie, parce qu'en pratique, les articles sont rarement disponibles, provo-

quant queues et rumeurs lors des arrivages. D'autre part, les produits présentés sont d'une qualité repoussante : plus de lait (en poudre) après 7 ans, mais un mélange au soja à la composition indéterminée, idem pour la viande (le picadillo texturisé), le café est mélangé à un ersatz, le poisson de 3ème catégorie vient du Chili (le bon est exporté), la carpe est génétiquement modifiée, le dentifrice ou le savon sont insipides, de composition douteuse, et généralement manquants... Tout cela exige un temps fou pour être obtenu, les retraités étant souvent envoyés en corvée de queue. En passant par la porte de derrière, on peut obtenir des boulangerie le même pain que sur la libreta, mais 20 fois plus cher.

Car bien sûr, cette pénurie entraîne trafic, corruption et marché noir, que le régime sait utiliser. Une forme de pacte tacite s'est instauré : l'impunité en échange d'une collaboration de façade avec le régime. La corruption est officiellement combattue, mais l'économie elle-même la génère à chaque instant. Une étude gouvernementale en 97 répartissait ainsi les dépenses de consommation des ménages : 26% pour le marché noir, 24% pour les épiceries d'État, 10% pour les magasins en dollars et 40% pour les marchés paysans. Tout cela aggravé depuis la 'période spéciale' où la ration calorique des Cubains a baissé de 30% par rapport aux années 80.

Globalement, les détracteurs de Cuba disent que du temps du dictateur Batista, le niveau de vie était comparable à celui des pays d'Amérique latine les plus développés (Argentine, Chili) et qu'aujourd'hui, on le compare, pour le valoriser, aux moins développés : Nicaragua, Haïti, ... Il est exact de dire que l'État cubain réécrit l'histoire à sa façon et ne relève que ce qui l'intéresse. Mais on ne peut nier qu'éducation et santé (financées par les Soviétiques) sont accessibles à un niveau de masse qui n'a rien de comparable à ce qui était offert avant la révolution castriste. Le problème est ailleurs : l'accès aux soins et à l'éducation sont à prendre en compte, mais ils ne définissent nullement le socialisme, car cette évolution sociale a accompagné le développement du capitalisme dans beaucoup de pays ! Et ces mesures sociales ne sont que l'ombre de ce qu'elles étaient dans les années 80...

«Avoir 20 ans à Cuba, c'est être obsédé par l'argent» écrit le romancier Antonio José Ponte dans le Courrier de l'Unesco. Un pays «qui fait fi des lois économiques les plus élémentaires et qui inflige l'ascétisme comme mode de pensée et la pauvreté dans le quotidien ne peut engendrer qu'une jeunesse d'une avidité hors du commun. Dans un pays où les salaires sont en monnaie nationale et où la vie se vit uniquement en monnaie étrangère, que peut-on recommander sinon la fuite ?»

Au niveau économique, même contradiction. Les salaires ne suffisent pas à vivre : il faut trafiquer. Raul Rivero le signale aussi : quand on prend un nouvel emploi, on ne s'intéresse pas au salaire, de toutes façons dérisoire, mais à ce qu'on pourra voler dans l'entreprise pour assurer la subsistance de la famille !! Voilà qui met à mal le slogan rabâché sur la dignité cubaine retrouvée !

«C'est la première raison de l'attachement, à première vue incompréhensible, manifesté par les Cubains pour leur emploi si mal payés. Un travail, c'est d'abord une possibilité de s'approvisionner, par 'coulage' ou en faisant de la 'perruque', et ensuite un réseau d'échange et de commercialisation». Cumerlato Rousseau. L'île du docteur Castro.

La principale ressource du pays : les dollars apportés ou envoyés par les familles émigrées ! Les maux engendrés sont tels que le gouvernement a dû mettre un holà aux conséquences d'un tel financement extérieur à l'économie (300 millions de dollars seraient en circulation dans l'île). Depuis octobre 2004, après 10 ans de règne, les dollars américains ne peuvent plus servir de monnaie d'échange et sont actuellement changés



*«La révolution marche bien. Lutter, travailler, avancer. Continuer en avant ! Fidel »
Des slogans qui ont longtemps fait illusion. Non, la révolution va mal...*

en « pesos convertibles ». On estime que la moitié de la population a eu accès au dollar, seul moyen de se procurer l'essentiel des produits de consommation. Ceux qui n'y avaient pas accès vivaient dans la misère. Car il existe aussi à Cuba de fortes disparités sociales, entre ceux qui vivent des revenus officiels et ceux qui trafiquent ou commercent avec l'étranger. La bureaucratie et l'affairisme, ça existe aussi à Cuba. En témoignent les quelques procès pour corruption. Reste qu'il faut être bien vu (du pouvoir) et se planquer (du public) pour profiter de ses sous (en 99, il a été estimé que 12% des comptes géraient 80% des dépôts). Ce n'est pas une bourgeoisie comme une autre (entre autres, elle ne peut pas investir légalement, ni transmettre son pécule). Dans les livres, elle est souvent appelée 'nomenklatura'.

La seconde ressource du pays : le secteur du tourisme, avec ce qu'il comprend dans ses valises : développement artificiel et confrontation avec la population des pays impérialistes : hôtels de luxe aux capitaux étrangers, nourriture importée très cher des États-Unis, zones les plus belles de l'île interdites aux Cubains, criminalité, prostitution, trafic, corruption pour tous ces actes illégaux engendrés. Le tourisme se développe, mais sa rentabilité est faible : il demande des capitaux énormes pour un retour aléatoire (comme dans n'importe quel pays dominé, le choc du 11 septembre n'est pas encore surmonté). Il a néanmoins permis à Cuba d'obtenir des devises et de sortir de l'isolement international après la fin du marché avec l'Europe de l'Est qui occupait 80% de son économie ! La troisième ressource, le sucre, est en déconiture. Fermeture de la moitié des raffineries en 2003 pour cause de non-rentabilité : des villages entiers abandonnés, des vieux travailleurs poussés à une reconversion impossible. Depuis la fin de l'échange sucre contre pétrole avantageusement accordé par l'URSS, le secteur était en crise. Cuba paie cher la priorité accordée par le gouvernement à un produit peu rentable et coûteux à produire en énergie. Les autres productions agricoles, café, tabac (ses fleurons appartiennent à Altadis, multinationale franco-espagnole), sont aussi confrontées à un marché mondial où l'impérialisme dicte ses lois.

Au final, l'économie tourne à 50% de sa capacité, par manque d'énergie, au sens propre et au sens figuré.

On l'a vu avec l'évolution des ex-pays de l'Est : les mêmes dirigeants, formés à l'école économique soviétique, peuvent se retrouver dirigeants libéraux une fois le masque tombé. Il ne manque pas de dirigeants cu-

bains, anciens des Jeunesses communistes formés dans le moule, diplômés en Espagne ou au Canada et prêts à prendre les rênes d'une économie étatique-libérale à la chinoise. L'économie, formatée pendant 25 ans selon les canons soviétiques, a besoin d'être réformée (et même révolutionnée), c'est sûr. Selon quelle ligne politique ? Quels intérêts de classe ? Le débat n'est pas public ! Actuellement, la solution trouvée pour le développement d'un capitalisme qui se libéralise en restant d'État, c'est d'en confier l'essentiel à l'armée.

Voici ce qu'analyse Jeanette Habel (membre de la LCR) dans un article paru en août 2004 dans Le Monde Diplomatique

«Principale puissance économique de l'île, les Forces armées révolutionnaires sont en effet de plus en plus impliquées dans le tourisme, l'agriculture, l'industrie, les transports, les communications, l'électronique... Les militaires occupent les postes-clés au sein du gouvernement et de la direction du Parti communiste cubain ; outre leur présence au Bureau politique, le département idéologique du Comité Central est dirigé par le colonel Rolando Alfonso et l'Institut cubain de radio et télévision par le colonel Ernesto Lopez. Ayant bénéficié d'une formation inspirée des normes de gestion capitalistes, ces militaires sont à l'origine des réformes marchandes et du «perfectionnement» des entreprises d'État. Une restructuration visant à accroître leur rentabilité et leur efficacité en leur accordant une plus grande autonomie»

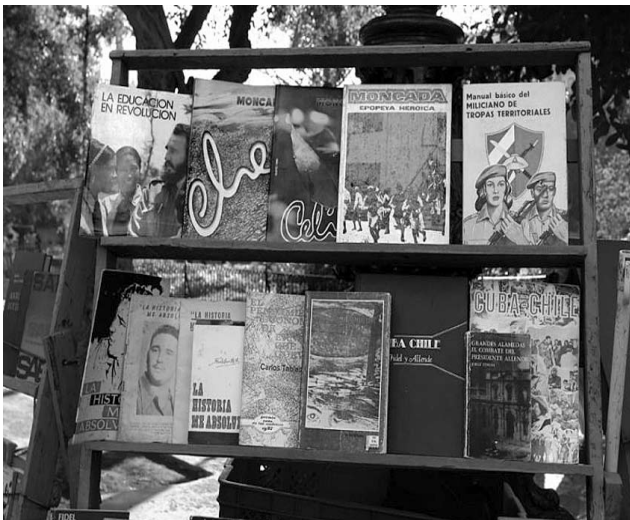


Le Che, dont l'image d'intégrité est largement utilisée par le régime

Il faut se poser la question : qu'est-ce qui caractérise l'économie d'un

pays où les travailleurs sont au pouvoir ? D'abord que ce sont eux qui progressivement prennent en main les rouages de l'économie. Ensuite que l'économie est tournée vers la satisfaction de leurs besoins au sens large, tâchant de résister aux diktats des monopoles qui dominent le marché mondial.

Premier aspect : le pouvoir des travailleurs. Il est formel, c'est-à-dire absent. Les conseils de travailleurs créés en 1965 et édulcorés en 1980, ne peuvent pas s'opposer aux privilèges et pouvoirs étendus de la direction de l'entreprise. Au sein de la CTC (Confédération cubaine du travail, le syndicat unique légal), c'est pareil. Elle sert essentiellement à tâter le pouls des travailleurs et à les encadrer pour faire passer les directives. C'est le modèle des syndicats ex-soviétiques. C'était aussi, rappelons-le, la politique appliquée par Castro déjà durant la guerrilla : la direction de la lutte urbaine a été absorbée par celle des montagnes, reléguant à un rôle subalterne la lutte insurrectionnelle qui s'y développait. La prise du pouvoir s'est faite sans parti, sans programme, sans tradition de travail de masse et sans confrontations politiques permettant aux travailleurs d'être des acteurs conscients de leur lutte. Ils ont appris que la révolution était socialiste par un discours de Castro un an après la prise du pouvoir ! Telle est sa conception : des droits sociaux sont accordés, mais pas touche au pouvoir. Pour la population, ni débats contradictoires, ni prises de décision, le bonheur est décidé d'en haut... La conception



La pauvreté politique d'un étalage de revues

économique a été étatiste dès le début, importée d'URSS avec ses techniciens. Che Guevara, le seul dirigeant ayant une formation marxiste, a été le premier ministre de l'industrie. Il a essayé de concilier le développement d'un homme nouveau avec la gestion centralisée soviétique. Mais il n'a pas perçu

(rappelons que c'était au début des années 60) le caractère bourgeois de l'économie induit par un développement des forces productives sans toucher aux rapports de production. La suite a été encore pire, puisque son effort de conciliation des contraires a même disparu. Tout a été organisé et planifié comme en URSS, avec le même résultat !

Voici ce qu'analysait Gilles Martinet en 1974 («Les 5 communismes» Seuil. P228) :

«Tous les secteurs importants sont confiés à l'armée. On installe dans chaque province des 'postes de commandement' destinés à prendre en charge la bataille agricole. (...)

Des mesures semblables sont prises sur le 'front' de l'industrie. Il s'agit ici de lutter contre l'absentéisme et les bas rendements (qui sont maintenant le fait d'une majorité d'ouvriers). Le ministre du travail Jorge Riquet affirme que «la négligence d'un ouvrier est aussi celle du chef incapable d'exiger de ses subordonnés l'accomplissement de leurs devoirs avec l'énergie nécessaire». Une loi 'anti-paresse' est entrée en vigueur en avril 1971. Elle prévoit des peines allant jusqu'à deux ans de travaux forcés pour ceux qui ne travaillent pas ou s'absentent régulièrement de leur travail. Selon la presse cubaine, plus de 50 000 personnes ont été poursuivies en vertu de cette loi dans la deuxième moitié de l'année 1971 et au cours de l'année 1972.

Cette militarisation générale de l'économie s'accompagne d'une intervention accrue de la police.»

Stimulants matériels, militarisation et répression, le régime castriste père-sévère dans cette ligne depuis...

Plateforme politique de VP, cahier 2, P 11

Sous le socialisme, les nouveaux éléments bourgeois se reproduisent sur la base de rapports sociaux incomplètement transformés. Il faut donc attaquer le mal à la racine, en poussant plus avant la transformation des rapports de production : réduction des différences entre manuels et intellectuels, entre dirigeants et dirigés, entre villes et campagnes, entre agriculture et industrie... élimination des processus productifs déshumanisants, comme le travail à la chaîne. Ce sont ces transformations qui s'effectuent, elles aussi, à travers la lutte des classes, et qui sont essentielles pour avancer vers le Communisme.

Transformer les rapports sociaux, c'est modifier la base économique de la société, la manière dont elle produit et répartit les richesses. Avant que les rapports économiques ne soient totalement transformés en rapports communistes, les rapports anciens doivent être contrecarrés par la planifica-

tion, par l'établissement de nouveaux critères de gestion et de répartition des richesses. Si les ouvriers participent à tous les niveaux à la gestion et au pouvoir, leur expérience et leur initiative permettront d'accroître la production sur des bases nouvelles. Cet accroissement est nécessaire à l'amélioration du bien-être collectif et pour dégager du temps libre. Temps libre indispensable pour élargir la participation des ouvriers au pouvoir et pour renforcer la démocratie prolétarienne.

Le deuxième aspect est en faveur du gouvernement cubain : il prend ses décisions pour des raisons politiques, non pour des motifs de rentabilité économique (ce qui va jusqu'à des décisions sans aucune rationalité économique et qui s'avèrent de purs échecs. La direction cubaine ne brille pas par sa clavoiance économique). Il ouvre ses portes aux capitaux, mais essaie de garder la direction d'ensemble. Voici la prose d'un site d'investisseurs sur internet :

Depuis l'introduction de la loi sur l'investissement étranger en octobre 1995, les investisseurs étrangers sont arrivés à Cuba en grand nombre. La loi No 77 permet l'investissement étranger tout simplement dans toutes les branches de l'économie.

Actuellement, près de 900 succursales sont enregistrées à la chambre de commerce, ayant des liens avec plus de 3 200 compagnies étrangères dans plus de 150 pays. Le gouvernement cubain recherche des capitaux, des marchés et de la technologie à travers les relations avec les entreprises étrangères. Selon les données officielles, le capital accumulé de ces « joints-ventures » dépasse les 4 milliards de dollars (Mai 2003).

Cuba dépend du marché mondial (va faire autrement !), mais n'est plus inféodé à un camp impérialiste et se présente même comme anti mondialisation-libérale, comme si tous ces investissements étaient «neutres» du point de vue économique et social. Cuba champion de l'alter mondialisme et du camp anti-impérialiste ? C'est le diplôme que lui a accordé Ignacio Ramonet d'Attac et du Monde diplomatique. Le gouvernement cubain s'appuie habilement sur les contradictions entre impérialistes occidentaux, c'est entendu. Mais pendant 30 ans, il a clairement et en conscience pris fait et cause pour un camp impérialiste (le bloc soviétique) contre l'autre et ça, ce n'est pas de l'anti-impérialisme ! A ceux qui répondent que militairement, ils n'avaient pas le choix, nous répondons que des alternatives existaient (la Chine, un non-alignement difficile) et que politiquement, la solution n'en était pas une, la domination soviétique remplaçant la domination américaine. Cuba est toute autant cou-

verte de dettes que les pays dominés par l'impérialisme occidental, 30 milliards de dollars, dont la moitié auprès de l'ex-bloc soviétique. Aujourd'hui, la situation a changé, l'impérialisme occidental domine seul le monde et Cuba est dans le camp anti-impérialiste américain. Des convergences sont possibles, mais pas en se trompant sur la nature du régime cubain !

Cuba, champion de l'internationalisme ?

Le gouvernement cubain a dès le début accordé soutien et ressources à des peuples en lutte. Allant jusqu'à mettre en place de lourdes interventions armées là où l'impérialisme soviétique ne pouvait intervenir militairement comme en Angola. On va trouver dans la politique cubaine des positions justes (soutien au MPLA angolais contre l'Afrique du Sud, soutien aux Sandinistes au Nicaragua) et des positions manifestement dictées par son alignement au bloc soviétique : soutien aux Ethiopiens contre les Erythréens et les Somaliens, soutiens aux interventions russes en Tchécoslovaquie et Afghanistan, soutien à des PC très réformistes en Amérique latine contre des mouvements révolutionnaires. Plus récemment, soutien à S. Hussein en Irak et même au roi du Népal contre la guérilla, pour plaire aux dirigeants chinois. L'explication est simple : le PC cubain est également 'révisionniste', il partage intérêt et conception du socialisme avec le parti frère soviétique. Ses interventions qui paraissent désintéressées s'expliquent alors par une soumission d'ensemble aux visées et intérêts du bloc soviétique. Contre l'impérialisme américain aussi, la ligne Lula (Brésil) ou Chavez (Venezuela) d'opposition modérée convient à la fois à l'État et aux positions du PC cubain. L'internationalisme, c'est le soutien aux peuples en lutte, pas aux conciliations social-démocrates...

Pas de démocratie, ni bourgeoise, ni ouvrière !

Nous n'avons pas le même point de vue sur la démocratie que la plupart des autres critiques du régime cubain. Nous savons qu'elle ne flotte pas en l'air, mais a toujours un contenu de classe. La petite-bourgeoisie souhaite la démocratie pour elle, celle de s'exprimer, mais aussi celle de commercer et d'exploiter sans entrave. Pour les travailleurs, ce qui

compte, c'est d'avoir les moyens de faire entendre leur voix et de défendre leurs conditions d'existence. Et alors, qu'en est-il à Cuba ? Les décisions sont prises de manière très centralisée (selon les volontés voire les lubies de Fidel Castro principalement). Certains choix ont été des non-sens économiques : la grande récolte de sucre de 1970 qui a distordu l'économie en pure perte, l'intégration au COMECON (marché commun des pays «de l'est») qui l'a spécialisée à outrance, la ceinture de café (plante de montagne) autour de La Havane ou la campagne pour le développement des fraises (produit de pays froids) ! Une blague à Cuba résume l'appréciation des capacités agronomiques de Castro «*Fidel a trois ennemis : l'impérialisme, la saison sèche et la saison humide*». D'autres réformes se sont faites et défaits selon le sens du vent : les marchés paysans, des restaurants familiaux, l'ouverture puis la fermeture au dollar américain,... Le plus grave : dans tout cela, aucun débat populaire préalable.

Le syndicat unique CTC est à la mode 'de l'Est' : servile et bureaucratifié. Il n'est là que pour faire appliquer les décisions et donner une caution ouvrière. D'un côté, il mène une «*bataille permanente*» contre le vol et les détournements et fait campagne contre «*le culte rendu aux fétiches du capitalisme*», . D'un autre côté, il répartit les stimulants matériels aux travailleurs les plus méritants : chambres de séjour à la mer, réfrigérateurs, ventilateurs...

On peut d'ailleurs souligner que le pouvoir des travailleurs n'est en rien un axe d'édification pour le gouvernement. Les ouvriers sont ignorés même des discours publics. Bosse et soumets-toi. On connaît ! La grande différence est que cette exploitation se fait au nom du Parti communiste et de la Révolution !

La pratique religieuse était mal vue et réprimée jusque dans les années 70. Elle est maintenant libre (jusqu'aux 3 jours de deuil officiel pour la mort du pape Jean-Paul II !). La religion afro-américaine locale (la santería, issue du vaudou) a sans aucun doute perduré et continue d'avoir une forte implantation populaire, parfois en syncrétisme avec les autres religions (catholique et protestante essentiellement). Le régime essaie de les instrumentaliser à son service (comme en a témoigné la visite du pape en 1998), mais cela reste un domaine dont il ne contrôle pas totalement l'idéologie, et l'opposition s'en sert parfois.

Les libertés politiques n'existent pas à Cuba. Pas le droit de s'organiser, de publier, de faire grève. Le peuple n'est pas si politisé que certains amis de Cuba veulent bien le voir. Comment le serait-il avec un point de vue unique répandu sur tous les tons, et 400 prisons (80 du temps du dictateur Batista paraît-il). Le peuple a peur de la répression. La Sécurité d'État est omniprésente. Nous avons rencontré la mère d'un jeune en prison pour deux ans (et dans des conditions sordides) parce qu'il avait lu en public la Déclaration universelle des droits de l'homme (que Cuba a signée, bien sûr !). Il y a toute une campagne internationale de soutien à 5 agents cubains emprisonnés aux États-Unis, qui infiltraient les milieux oppositionnels cubains pour y déjouer les tentatives de coups d'État. Les prisonniers politiques et sociaux cubains voudraient bien bénéficier des conditions de détention que le gouvernement exige des États-Unis en la faveur des «Cinq de Cuba» !



Le quadrillage par les syndicats et les CDR est total (les CDR, Comités de Défense de la Révolution, sont structurés par bloc d'habitations dans les villes). Ils contrôlent par exemple les votes et les participations aux manifestations. La pression est permanente pour casser toute velléité de contestation. Par exemple, les CDR sont consultés en cas de changement de travail, de choix d'études. Si on a émis des critiques, si on a manqué d'enthousiasme pour les travaux dits 'volontaires' ou pour relayer telle ou telle campagne, pas d'espoir d'avoir le droit de choisir sa vie !



Comme dans beaucoup de pays, la misère ne concerne pas la police et l'armée

Il faut comprendre que l'État cubain contrôle toute la vie sociale et économique : délation et corruption prospèrent, ne serait-ce que pour survivre. Personne ne veut être responsable de CDR, alors ceux qui s'y collent, ce sont les trafiquants ou ceux qui ont quelque chose à cacher ! Du coup, les notions d'honnêteté, de dévouement ou de 'révolutionnaire' sont totalement perverties. On touche à la notion de système 'totalitaire', où la totalité des aspects de la vie de tous les individus sont, officiellement pour leur bonheur, encadrés, choisis et limités par le régime !

Le trafic et la corruption sont généralisés, mais le pouvoir laisse faire car cela lui permet de tenir tout le monde sous la menace : chacun a quelque chose à se reprocher et intérêt à se taire.

Un autre aspect doit être dit : les gens ne veulent pas d'un retour à avant Castro. Ils ont peur du retour des colons américains, que les logements leur soient repris, que l'accès à l'éducation soit bouché. Mais ils en ont marre de la misère, de vendre leur corps et leur métier pour accéder au minimum de consommation. Beaucoup ont peur de la guerre civile quand Castro mourra, et même pour cela, pensent à son frère Raúl, pas très aimé mais jugé plus réaliste, comme successeur pour l'éviter. Ce ne serait d'ailleurs que la poursuite de l'armée au pouvoir. Une jeune garde

plus sensible à l'Ouest serait prête à prendre les rênes, représentante de ces nouveaux managers formés par la bureaucratie régnante. Un soulèvement populaire paraît exclu tant les dés légués par le régime sont pipés, tant une lutte de masse est aujourd'hui impossible (le peuple est excédé, mais divisé quant au régime, sous tutelle de l'État et sans expérience de lutte oppositionnelle). 45 ans à n'entendre qu'un son de cloche, décliné jour après jour sur tous les tons, cela n'est pas fait pour enrichir le débat... Il y a eu quelques fois des manifestations d'opposition, mais la répression est rude.

Au fond, le régime défend une conception idéaliste stalinienne du socialisme : plus de contradictions de classes à l'intérieur du pays, il n'y a que l'ennemi impérialiste américain et ses agents à l'intérieur. Une telle vision manichéenne, après 45 ans de pouvoir, a de lourdes conséquences sur la possibilité du régime de corriger ses erreurs. La figure paternaliste de Castro (désintéressé, sévère, mais juste, omniprésent, omniscient) ne remplace pas le débat démocratique. Y'a erreur de casting... et de conception. Avant, la population le respectait et pensait qu'il n'était pas au courant des défauts du régime. Aujourd'hui, on parle de lui comme d'«el loco» (le fou) et on sait qu'il prend personnellement les décisions les plus dures.

Plateforme politique de VP, cahier 2, P 14

Contrairement aux pratiques répandues tant à l'Est qu'à l'Ouest, la démocratie ouvrière exige le débat politique le plus ouvert possible dans les conseils, pour pouvoir s'orienter dans la transition au communisme. Pas de discussions sans fin, mais un vrai débat, pour analyser, enquêter, décider et appliquer majoritairement les décisions. Pour fonctionner durablement, cette démocratie exige la préservation des droits de la minorité.

Comme nous le rappelle douloureusement l'histoire, un État, même ouvrier, peut devenir un instrument d'oppression au service d'intérêts bourgeois. le droit d'expression et d'organisation des masses, y compris pour se protéger de l'État, doit être garanti : droit syndical, droit de grève, droit et pouvoir de contrôle sur l'appareil d'État et sur les représentants élus...

Au final, on a une économie bâtie selon (et avec) le modèle soviétique. Étatique, centralisée et bureaucratique. Ni performante selon des critères capitalistes de rentabilité, ni progressiste selon des critères communistes de gestion.

La faute au boycott américain ? Parlons-en. Il est évident que le blocus américain a pour but de faire sauter le gouvernement et est totalement injuste (Evoquons également une autre mesure de déstabilisation, l'accueil en tant que réfugié (papiers, logement et emploi) de tous les Cubains arrivant sur le sol américain. Les Mexicains sont eux tirés à vue !!). Notons que le blocus ne s'applique plus depuis 4 ans aux produits alimentaires ou pharmaceutiques et que de nombreux autres pays le contournent (Canada, Mexique, Panama, Brésil, Union européenne, Chine). Cuba est ouverte aux marchandises et aux capitaux étrangers. Mais quand même. La pression que fait le gouvernement des États-Unis pour renverser un gouvernement qui ne lui plaît pas est inadmissible. Dire que nous devons être dupes et suivre le gouvernement cubain qui s'en sert de justification pour tous ses choix anti-populaires, nous ne le ferons pas. Les opposants cubains expliquent d'ailleurs que dès qu'il est question que l'embargo s'affaiblisse, le gouvernement manœuvre pour provoquer et qu'il soit durci, tellement il en a besoin pour sa propagande (il faut reconnaître au régime d'être expert pour utiliser les médias et pour séduire son monde, même les divers financiers et gouvernements).

On pense à l'ex-RDA (l'Allemagne de l'Est) en étant à Cuba : l'omniprésence de la répression sociale et politique, le pays quadrillé et espionné, un niveau de vie moins pire que dans d'autres pays. Et puis cette chute brutale en 91, non attendue mais révélatrice de la coupure peuple/État. On en est là aussi à Cuba. Il n'y a plus d'illusions à se faire, mais bien peu en Europe l'acceptent, tant le passage du rêve à la réalité est douloureux. Il y a bien eu en 1959 une Révolution anti-impérialiste, mais ce qui a été édifié n'est pas le socialisme. Cuba est encore une voix autorisée dans la lutte contre l'impérialisme américain, pour ses efforts à survivre hors de sa tutelle. Mais comme modèle de société, même frappé au coin de la dure réalité d'isolement mondial, là non !, ce serait passer à côté de l'essentiel : le peuple cubain vit dans la misère et la peur, avec si peu de liberté pour forger son propre destin.



Interviews réalisées à plusieurs et qui seront peut-être publiées en livre. Les deux interviewés sont d'anciens soutiens du régime passés à l'opposition.

Interview de Z, professeur d'espagnol :

Q. Existe-t-il à Cuba une véritable opposition ?

Z. Historiquement, les premiers opposants furent les anciens partisans de Batista. Ces opposants du premier jour se sont manifestés alors que la totalité du peuple cubain soutenait la Révolution comme un projet positif et intéressant. Tout de suite après, il y a eu un second groupe d'opposants composé de gens qui avaient combattu Batista et participé à la Révolution mais qui se sont rendus compte que le régime de Fidel Castro était en chemin vers le communisme. Or à Cuba il existait à l'époque une solide tradition anticommuniste. Ensuite sont passés dans l'opposition tous ceux qui ont été affectés par les premières lois de la Révolution, des gens dont on a confisqué les immeubles, des industriels dépossédés, etc. C'est seulement dans les années 70 que l'on voit apparaître un groupe d'opposants qui ne sont pas des contre-révolutionnaires, mais de véritables dissidents. Non des gens qui souhaitent un retour à l'ancien régime, mais des gens qui désapprouvent la façon d'agir du gouvernement. Il y a un moment crucial, un point de non-retour dans l'histoire de l'opposition, c'est l'entrée des chars soviétiques à Prague en 1968. Fidel Castro l'a approuvée, et beaucoup de gens sont entrés dans l'opposition à ce moment-là. Et puis, en 1970, il y a eu l'échec retentissant de la grande campagne économique pour la récolte du sucre, ce qu'on appelait la « zafra des dix millions de tonnes ». Dans les années 80 commencent à apparaître des gens qui se préoccupent des droits de l'homme.

Q. C'était un langage nouveau...

Z. Oui, c'était une notion inconnue dans le langage politique mondial. En fait, le souci pour les droits de l'homme qui s'est manifesté en 1947, à l'époque de la rédaction de la Déclaration des Droits de l'Homme, ne s'est pas universalisé avant les années 70 ou 80. C'est alors qu'apparaissent ces gens exceptionnels qui ne sont ni des opposants, ni des dissidents, ni des contre-révolutionnaires. Ce ne sont pas des politiques, mais simplement des gens qui se préoccupent du respect des Droits humains. Ils n'ont pas de programme politique, pas de parti, même s'il est clair que du point de vue du gouvernement, tous les opposants sont à mettre dans un même sac. C'est la grande habileté de ce régime.

Dans les années 60, on accusait les opposants qui subissaient les foudres de la loi révolutionnaire d'être les alliés des tortionnaires de Batista. Une autre fournée de contestataires étaient accusée d'être les alliés de la bourgeoisie. C'est toujours la même technique. Aujourd'hui, tous ceux qui semblent se rapprocher de l'opposition sont automatiquement accusés d'être les employés du gouvernement américain. C'est une manipulation. S'ils font partie de l'opposition, c'est parce que ce sont des agents de la CIA, ils prennent leurs ordres à Washington. Et il n'y a rien à discuter. (...)

C'est à partir des années 80 et 90 que l'opposition cubaine est devenue plus forte, plus solide. Son point culminant est en 1995, quand on a commencé à concevoir et à organiser le « concile cubain », un grand congrès de toute l'opposition cubaine, qui devait avoir lieu le 24 février 1995. C'était organisé par Morejon Almadro, un avocat de Miami qui a frappé à toutes les portes. Il voulait créer un consensus, rassembler les opposants de toutes tendances. Tout le monde avait accepté de venir, ce Congrès s'annonçait passionnant. Le 22 Février, deux jours avant l'ouverture du Congrès, la police a arrêté les principales têtes. (...)

Et le Congrès n'a pas eu lieu. A partir de ce moment, il y a une opposition modérée. Des groupes de personnes qui critiquent le système, et qui demandent non pas **Le** changement, mais **Des** changements. C'est une différence essentielle. L'opposition modérée ne veut pas tout changer. Elle veut promouvoir certaines réformes, mais elle accepterait que ces changements se fassent dans le cadre du régime actuel, avec le gouvernement. C'est une attitude très intéressante, et nouvelle dans l'histoire de la Révolution.

Q. Avez-vous des statistiques sur les mouvements d'opposition ?

Z. On compte actuellement près de cent cinquante groupes d'opposants dans le pays. Certains n'ont que quatre ou cinq membres, d'autres ont plusieurs centaines d'adhérents. Les groupes les plus importants sont le Parti pour les Droits de l'Homme, le Courant socialiste démocratique de Cuba, le parti Solidarité démocratique, le Mouvement chrétien de libération d'Oswaldo Paya. Ce sont les mouvements qui regroupent le plus de personnes et qui bénéficient, en plus, d'une reconnaissance internationale. Le Courant socialiste démocratique est membre de l'Internationale socialiste. Le Mouvement chrétien de Libération est reconnu par la démocratie chrétienne. Le parti libéral Solidarité démocratique est officiellement reconnu par l'Internationale libérale.

Ainsi se sont formés à Cuba de grands partis qui réussissent à s'insérer dans les grands courants politiques mondiaux. Rien de tout

cela n'existait il y a dix ou quinze ans. Leur but n'est pas de faire tomber le régime, mais d'implanter un programme. Ce sont des partis qui ont une plateforme, et ça, c'est nouveau. Pendant longtemps, l'opposition n'a été composée que de gens qui voulaient faire partir le gouvernement, sans se soucier de ce qui arriverait ensuite.

Vu de l'extérieur, Cuba peut être identifié à un pays qui a un conflit avec les États-Unis. Mais vu de l'intérieur, Cuba est un pays où le peuple a un conflit avec le gouvernement. C'est très important de le comprendre. Beaucoup de gens conçoivent la solution des problèmes de Cuba comme dépendante de la solution du conflit externe avec les États-Unis. Mais ils passent sous silence la solution d'un problème qui est réel, le conflit de ce peuple avec son gouvernement. Le manque de liberté d'expression que le gouvernement cubain impose à ses citoyens n'a aucune relation de cause à effet avec l'embargo, le déni du droit d'association n'a rien à voir avec l'embargo, les limitations imposées aux Cubains qui veulent se rendre à l'étranger n'ont aucun rapport avec l'embargo...

Ce n'est tout de même pas à cause de l'embargo que le gouvernement permet aux étrangers d'investir et de devenir propriétaires à Cuba, alors que cela est interdit aux Cubains. Quel serait le rapport ? Les Cubains se sentent mal dans leur propre pays, car ils n'ont pas de liberté économique, ils n'ont pas le droit de s'associer ni de se réunir, ils n'ont aucune liberté d'expression. (...)

Notre gouvernement n'a réellement aucune morale. A mon avis, l'embargo est fondamentalement une stupidité américaine, mais on n'a pas le droit de dire : « *C'est à cause de l'embargo que nous avons tous ces problèmes.* » Nous les avons cherchés, ces problèmes. Nous l'avons provoqué, cet embargo. Nous aurions intérêt, à mon avis, à l'assumer avec plus de dignité. Nous devrions dire : « *Bon, nous voici avec cet embargo parce que nous avons fait ce qui nous semblait correct, et nous sommes prêts à en supporter les effets.* » Cela serait la position digne. Personnellement, je ne me suis jamais senti mal à Cuba parce que nous avons des problèmes de transport, de restrictions de nourriture ou des coupures d'électricité. Pour moi tout cela n'est pas un problème. Je serais prêt à supporter un blocus économique durant des années si j'avais tous les droits d'un être humain dans mon pays. Et si c'était le prix à payer, je paierais le prix. C'est la position de l'opposition actuelle.

Q. Quelle est son influence réelle dans le pays ?

Z. Aujourd'hui, environ 10% des Cubains sont sincèrement favorables au régime, sans opportunisme. Le reste est une masse inerte et suiviste. C'est très triste. L'opposition actuelle sait qu'il faut tenir compte de

La vague de répression de 2003

Il est légitime pour l'État cubain de se défendre face à l'agression américaine et au travail de sape du représentant américain à Cuba. Il ne fait aucun doute que le gouvernement US travaille au renversement du régime et qu'il s'y casse les dents depuis 45 ans ! Mais la vague de répression de 2003 (73 arrestations, aucune possibilité réelle de s'exprimer et de se défendre, de lourdes condamnations à la prison, quelques uns libérés depuis. Une nouvelle vague d'arrestations opérées en juillet 2005) répond à un autre objectif : museler toute contestation de l'intérieur. La possibilité d'exprimer des divergences n'existe pas, l'État contrôle tous les médias, ceux qui refusent de se taire sont pourchassés. Il y a plusieurs courants d'opposition à l'intérieur. Le mouvement chrétien d'O. Paya, qui organise le 'projet Varela' de vote pour un changement constitutionnel. Un courant libéral (autour de l'économiste M. B. Roque) qui tente d'organiser la 'société civile' selon une orientation plus clairement capitaliste 'de l'intérieur' (ils appellent société civile le peuple non embrigadé par le régime). Enfin, un courant social-démocrate (Cuesta Morua en est un dirigeant) qui défend une plateforme de droits sociaux et politiques. Tous prônent une évolution pacifique du régime, à la différence de l'extrême-droite revancharde de Miami qui prône le renversement armé.

Le problème est là : un débat public d'orientation n'est pas possible. En réalité, le peuple est partagé, comme l'analyse F. Maspéro, un des rares ex-soutiens français à parler-vrai (Le Monde, 11 juillet 1999) *«Ce peuple est pris en tenaille entre le blocus américain qui l'étrangle et l'impéritie ou la folie des grandeurs de la classe dirigeante. Il est partagé entre la fascination pour le dollar et la crainte de perdre ce minimum que l'État paternaliste lui garantit sous le nom de 'Conquêtes de la Révolution', tant sur le plan matériel que social et culturel»*.

Une partie des dissidents est justement dans cet entre-deux. Pas pro-américains comme le régime prétend les assimiler (*«A Cuba, la seule opposition, c'est le gouvernement des États-Unis»* R. Alarcon, président de l'Assemblée populaire). Mais ils rejettent ce gouvernement de mensonge et de répression, après l'avoir soutenu dans leur jeunesse. Ils rêvent d'un équilibre magique entre un capitalisme libéral qui ne les éblouit pas et ce 'socialisme réel' qui ne leur procure plus que des cauchemars. Ils ne jettent pas tout, mais s'opposent à un régime qui a trahi leurs espoirs et redoutent une guerre civile quand les contradictions accumulées seront libérées.

ces 80 % parce que ces 80 % sont du côté du pouvoir. Ce sont les 8 millions de personnes, presque 9, qui ont signé le document de la modification constitutionnelle que j'appelle la "momification constitutionnelle". Cette modification constitutionnelle a été faite en réponse au projet Varela, et non en réponse au discours de Bush du 20 mai 2002, comme le gouvernement a voulu le faire croire. (...)

Le projet Varela est fondé sur un article de la constitution cubaine qui permet à dix mille citoyens de demander par pétition l'organisation d'un référendum. Il implique donc une reconnaissance de cette Constitution qui, par ailleurs, ne donne aucun droit à l'opposition. Par ailleurs, le projet Varela propose de soumettre au référendum l'énoncé de droits qui, selon moi, ne relèvent pas du vote, car ce sont des droits inaliénables. Mon droit à l'expression, mon droit à l'association, personne n'a à les reconnaître par vote. Soumettre cela au référendum serait politiquement très dangereux.

Imaginez que le gouvernement réagisse de manière machiavélique, en décidant de jouer le jeu. « *Vous voulez un référendum sur les droits de l'homme ? Mais comment donc, como no, nous allons le faire, nous allons installer des bureaux de vote avec des observateurs internationaux. Mais attention, nous, les révolutionnaires, nous allons nous abstenir. Moi personnellement, je ne voterai pas.* » Et après ça, qui va aller voter ? Qui va oser sortir de sa maison pour voter, pour être inscrit sur une liste de votants alors même que le Commandant a dit « *nous les révolutionnaires, nous allons nous abstenir* » ? Personne n'irait voter, et on aurait la « preuve » que le peuple n'en veut pas, de ces droits qu'on lui propose. Ce serait un coup mortel porté aux Droits à Cuba, favorisé par l'opposition. C'est la raison pour laquelle beaucoup de gens de l'opposition se sont opposés au projet Varela.

En revanche il existe un autre projet qui n'est pas une alternative au projet Varela, mais qui se développe parallèlement. Ce projet qui me semble très intéressant est lancé par la 'Table de réflexion de l'opposition modérée', et c'est la Charte des droits et des devoirs des Cubains.

Le projet Varela se place au niveau de l'action politique. La Charte se place au niveau des principes démocratiques. Ce n'est pas un manifeste de l'opposition. Son objectif est d'essayer de convaincre des gens qui ne sont pas forcément dans l'opposition, des gens qui peuvent appartenir au parti communiste. C'est une position très forte. Il n'est pas facile pour le gouvernement de critiquer la Charte. Il n'est pas facile pour lui de dire, devant une liste de droits et de devoirs : « *Non, nous ne voulons pas de la liberté d'expression. Nous ne voulons pas que les*

Cubains aient le droit d'investir à Cuba. Nous ne voulons pas la liberté d'association. »

Est-ce que vous avez vu la *mesa redonda*, la table ronde, qui passe tous les soirs à la télévision cubaine ? C'est terrible, non ? Un groupe de gens qui s'assoient et qui pensent tous exactement la même chose ! Et chacun abonde dans le sens de l'autre, ils se complètent, allez savoir lequel est le plus fondamentaliste !

Je suis dans l'opposition mais je n'ai pas de problème ! (Rires). J'avais douze ans quand la révolution a triomphé. Tout cela me semblait magnifique. Ma famille y croyait. Ma première préoccupation était de faire quelque chose pour la Révolution. J'ai donc participé à la première campagne d'alphabétisation. A 13 ans, je me suis incorporé volontairement à la « Force », en tant que soldat de la révolution. J'ai participé à beaucoup de campagnes de coupe de la canne. J'ai fait tout ce qu'ils m'ont demandé. Jusqu'à ce que j'entre à l'université de journalisme, avec l'intention de réformer le mauvais journalisme qui existait, et de promouvoir ce qui à mon avis devait être le vrai journalisme socialiste, le journalisme du peuple, et non cet impérialisme de l'information. Je voyais qu'il y avait là des gens stupides qui ne savaient comment s'y prendre. Comme je croyais qu'ils étaient parfaits, je n'avais pas compris qu'ils jouaient le jeu, qu'ils faisaient partie du système. Quand je m'en suis rendu compte, j'ai décidé de devenir journaliste. J'ai travaillé quatorze ans dans une revue qui se consacrait à dire que tout était sous contrôle, une revue qui s'appelait «Cuba international », une de ces publications qu'avaient tous les partis socialistes pour vanter leurs merveilleuses réalisations à l'étranger. J'y ai travaillé quatorze ans et je m'y suis ennuyé, je saturais. Au moment de la perestroïka, je me suis dit : « *C'est possible, c'est ce que j'ai toujours pensé. La démocratie et le socialisme sont compatibles !* » Et j'ai commencé à parier sur ces idées en tant que journaliste. Je ne pariais pas sur un changement capitaliste, non. Mais j'étais persuadé que nous allions ouvrir le pays, et nous démocratiser. J'ai mis longtemps à comprendre que le mensonge n'était pas une erreur ou une déviation du système, mais une composante essentielle de ce système.

Oui, c'est ainsi. Nous avons la triste certitude de savoir que nos gouvernants nous mentent. Les Cubains ne sont pas des imbéciles, ils ont une grande expérience politique, ils sont tout à fait capable de le voir, quand les gens simulent. Prenez l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, le Parlement cubain, qui existe depuis 25 ans. Jamais une loi n'a été rejetée par les députés. Tous les projets de loi ont été approuvés à l'unanimité, par applaudissements. Qui peut croire qu'il s'agit d'un vé-

ritable Parlement ? Aucune personne sérieuse ne peut avoir confiance. J'ai commencé à récapituler l'histoire, à regarder d'une autre façon les choses que je voyais avant, à prendre conscience de beaucoup de choses que j'avais vues et que je n'avais pas aimées, mais que j'avais acceptées peu ou prou par discipline ou par amour. C'est comme un mariage. Tu vois les défauts de l'autre, mais tu les acceptes par amour. Parce qu'il y a des choses merveilleuses. Puis vient un moment où tu ne les supportes plus, tu regardes en arrière et tu te demandes : « *Comment ai-je pu vivre tant d'années avec cette personne ?* » C'est la même situation. Une lucidité qui te fait regarder le passé d'une autre façon. Une idylle très forte avec un violeur. On peut tomber amoureux de son violeur, non ? Mais maintenant j'ai cinquante-cinq ans, je n'ai aucune relation avec le système, je suis un électron libre.

Q. Comment voyez-vous l'avenir ?

Z. Vous voulez dire, que va-t-il se passer après la mort de Fidel ? D'abord, on va l'enterrer ! Une autre chose qui va se passer, c'est qu'il n'y aura plus de rhum. Dix heures après la nouvelle, il n'y aura plus une goutte de rhum à Cuba. Ce sera une chose fantastique : l'extinction du rhum ! A part ça, personne ne sait ce qui va se passer. Il y aura une transition, c'est inévitable. Qui va succéder à Fidel Castro ? Peut-être son frère Raúl, pourtant c'est lui qui a la pire image, mais il est plus modéré, plus pragmatique... Pour l'instant, Castro peut croire qu'il contrôle la situation. Et il a d'autres intérêts, la famille, les intérêts matériels, les comptes en Suisse. Il y a beaucoup de choses que nous ignorons. Il y a beaucoup de plaisanteries à ce sujet, par exemple : « *Ce jour-là, à la radio, on ne dira pas : 'Fidel Castro est mort' mais : 'Aujourd'hui, à huit heures du soir, Raul Castro fera une intervention spéciale à la télé'* ». Ça, ce sera une information !



Interview de Raúl Rivero, poète, journaliste à l'agence de presse Prensa latina qu'il a créé. Il a fait partie des 73 emprisonnés en 2003, mais a été libéré depuis et il vit maintenant en Espagne.

RR. Non, je n'ai pas d'adresse E-mail...

Q. C'est rare, pour un journaliste...

RR. Internet est interdit aux Cubains, nous avons seulement le droit de consulter Intranet, un réseau entièrement contrôlé par le gouvernement.

Pour eux, la communication est un enjeu majeur. Malgré la pression internationale et l'arrivée d'internet, le gouvernement est loin d'avoir cédé là-dessus. L'État cubain a deux soutiens essentiels, la propagande et la police. Il utilise internet pour diffuser sa propagande : il y a plus de cent vingt sites webs de Cuba vers l'extérieur, mais on ne peut pas les consulter à l'intérieur du pays ! L'État cubain a une politique d'information zéro. Il voudrait pouvoir contrôler jusqu'aux pensées des gens. C'est très grave. Le peuple doit avoir accès à l'information.

Q. D'après ce qu'on nous a dit, les Cubains arrivent quand même à se connecter en utilisant les ordinateurs des étrangers ?

RR. Oui, les gens arrivent à passer par les serveurs du gouvernement pour se connecter sur l'Espagne et les États-Unis. Et il y a beaucoup de clandestins. Les mêmes techniciens du gouvernement qui assurent le contrôle installent des connexions illégales pour soixante dollars. Ce qui fait que beaucoup de gens ont internet, finalement, mais ne peuvent pas le dire, du moins à la Havane, car en province il est quasiment impossible de se connecter.

Q. Le gouvernement cubain impose aussi une vision du monde particulière, non seulement des problèmes intérieurs à Cuba, mais de la géopolitique mondiale.

RR. Oui, une vision parfaitement dirigée. En ce moment, par exemple, je n'ai pas de connexion internet, mais j'ai la radio et je capte Radio France, ainsi que les radios espagnoles et hollandaises le matin. Si tu n'as pas accès à cette information indépendante, tu crois ce que te dit la télé officielle. Premièrement, tu es persuadé que le monde entier s'intéresse à ce qui se passe à Cuba, que chaque mot prononcé par le Président est écouté par tous les citoyens du monde, que la planète entière est attentive à ce que dit le gouvernement cubain. Nous sommes le pays le plus important du monde ! Deuxièmement, le capitalisme est détruit, il ne lui reste que peu de temps à vivre, il est agonisant, il est mort ! Les citoyens du monde entier aiment Cuba et désirent instaurer le socialisme dans leur propre pays ! Les gens, dans les autres pays, n'ont pas la chance de connaître le communisme, mais ils sont indignés par le capitalisme ! Tout le monde voudrait vivre comme les Cubains et les Coréens ! Le gouvernement nous aide, nous aime, nous soutient ! Le Parti nous protège de tous les maux ! Et nous sommes très heureux ! Et c'est ce que croient les Cubains, en effet...

Q. Ils ont peur du changement ?

RR. Oui, ils en ont très peur, car le gouvernement a réussi à diaboliser l'exil cubain. Il y a effectivement une zone diabolique à Miami, mais elle ne représente pas tout l'exil. Il y a aussi des gens bien à Miami, comme dans le monde entier ! Les Cubains croient que les exilés vont venir reprendre leurs maisons. Les gens âgés surtout le croient. Mais les jeunes



La photo du Che au mur, et un gars fouillant les poubelles. Slogans et réalités...

n'y croient plus. Le peuple a peur du changement, parce que les gens préfèrent encore une vie médiocre à l'inconnu. Cela fait si longtemps qu'ils ne décident plus rien pour eux-mêmes... Les seules choses que tu peux avoir ici, c'est parce que le gouvernement le veut bien. Tu ne peux pas prospérer. Tu ne peux pas voyager, avoir une voiture, prendre des vacances, choisir le lieu d'études de tes enfants. Il ne se passe rien dans cette vie de misère. Les Comités de Défense de la Révolution ont le vent en poupe. Tout est mensonge ici, Cuba est un grand théâtre où la plupart des acteurs essaient de tenir le rôle qui leur a été assigné. Ils croient que c'est le seul moyen. Voilà pourquoi il n'y a pas de cohésion des groupes d'opposition. Quand les gens n'en peuvent plus de vivre ici, ce qu'ils désirent, c'est s'en aller, et non résoudre le problème de Cuba. Et c'est le pire.

Q. Et vous personnellement, vous avez choisi de rester ?

RR. Oui, il faut essayer de résoudre les problèmes sur place. (...) Il existe chez les jeunes qui veulent partir une véritable fascination pour les États-Unis, surtout les vêtements et la musique. Cette fascination a été créée par l'incapacité du gouvernement à parler de manière cohérente de ce qui se passe là-bas. La propagande anti-américaine de l'État cubain est très primaire, et les gens n'y croient pas. On te raconte des choses douloureuses sur la vie aux États-Unis, mais le lendemain, ton cousin vient te voir et te raconte le contraire. Cette diabolisation a créé un monde interdit et fascinant, comme tout le monde interdit. La propagande officielle n'a plus aucune crédibilité. Les journaux et la télé attaquent les États-Unis en permanence. Mais pendant ce temps il y a des

milliers d'échanges téléphoniques avec les familles. En 1978, l'État cubain a autorisé le retour des exilés, porteurs de devises. Les exilés sont venus. Ils ont raconté... Là-bas, c'est un pays riche. Ici, c'est un pays pauvre. Un type qui a quitté Cuba est riche quand il revient ici, même s'il est pauvre. Un pauvre de là-bas est un riche comparé aux pauvres d'ici. Les gens sont fascinés. Ces gens mouraient de faim quand ils sont partis. Maintenant ils ont une auto. Ils en ont même besoin pour aller travailler ! Ainsi, toutes les valeurs sont confondues. Car la propagande est très manichéenne. C'est un discours vide qui engourdit, qui attaque sa victime par l'ennui.

Cela crée un climat de confusion et de fascination, et tout le monde a envie de partir. Ici, pour améliorer un peu notre niveau de vie minable, il faut voler.

C'est l'une des choses impardonnables qui ont été faites par ce gouvernement : il a obligé tout le monde à voler quelque chose ! Comme on dit ici, « aucun Cubain ne vole un million de pesos, mais un million de Cubains volent un peso par jour ! » Si tu ne voles pas, tu ne peux pas survivre. Cette situation a créé une société où le vol n'est pas réprouvé. C'est peut-être la seule société au monde où les voleurs ne sont pas détestés ! Au contraire, ils sont considérés comme des Robin des Bois. Il faut voler les riches, et ici, le riche, c'est le gouvernement. On vole pour aider sa famille. Les gens aiment et admirent le voleur parce qu'il vit bien et que rien ne lui arrive. Une société où l'on ne condamne pas le vol et où l'on ne déteste pas les voleurs... C'est une des pires choses qui puissent arriver à un pays, à une nation ! Un pays où les voleurs sont considérés comme des gens adorables... C'est une histoire de fous ! Ici, quand les gens cherchent un travail, il ne demandent pas : combien je vais gagner ? Mais : qu'est-ce que je vais pouvoir voler ? Parce que de toute façon, le salaire ne permet pas de vivre. Ils vont voler une feuille de papier, un petit stylo, n'importe quel objet pouvant être revendu. Le gouvernement cubain veut maintenir les structures de son pouvoir et contrôler les personnes. Alors il ferme le futur, de même que le système d'éducation. Le gouvernement prétend que Cuba est le pays le plus cultivé du monde alors que le plus grand écrivain cubain, Cabrera Infante, est interdit à Cuba... Il vit à Londres et il a obtenu en 1999 le Prix Cervantes. Les Cubains n'en ont pas été informés. Une quinzaine d'écrivains sont interdits à Cuba...

Q. Il n'y a pas grand chose dans les librairies cubaines...

R.R. Non, c'est interdit. Or un pays où la littérature est interdite ne peut être un pays cultivé. Dans ce pays, tout est mensonge. Le prix Grammy a été gagné par Chucho Valdes, un musicien qui vit à Cuba, mais nous

n'avons pas été informés du prix gagné par Celia Cruz, bien qu'elle habite elle aussi la Havane. Celia Cruz est la chanteuse pop la plus populaire à Cuba. Les gens l'écoutent clandestinement, avec des cassettes recopiées. Willy Chirino est dans le même cas. Interdit mais écouté. Il doit y avoir à Cuba des millions de cassettes d'Alvarez Gueris, un grand humoriste qui raconte des histoires. Interdit mais écouté ! Il faut dire que la propagande officielle est inconsistante. Le grand moment de la télévision cubaine, c'est le samedi soir, parce qu'il y a deux films.

Q. Des films américains ?

RR. Souvent ! Ils ont passé la semaine à dire du mal des États-Unis, et le samedi soir ils nous balancent des films de gangsters où les types se tirent dessus, où on tue des femmes, etc. Peu importe le scénario du film car pour les Cubains, chacun de ses films contient un reportage social. Les personnages se déplacent dans un cadre de vie, et c'est cela que les gens d'ici regardent. On entend les gens s'exclamer : tu as vu le Noir ? Il a une voiture ! Tu as vu le pauvre ? Il a un appartement ! C'est ça, le message qui passe à travers ces films, peu importe l'histoire, et peu importe si les policiers sont corrompus parce qu'ici aussi la police est corrompue. Donc, ce que les gens voient, c'est comment les gens vivent aux États-Unis, où ils mangent, les restaurants, les routes, les avions. Et ils sont éblouis. Il existe un journalisme téléguidé qui dénonce les États-Unis, mais jamais un reportage sérieux, jamais une véritable enquête, jamais un travail d'investigation sur la drogue, sur l'éducation, sur d'autres problèmes qui sont graves, les différences sociales, la stupidité de l'aristocratie... Le problème n'est pas de faire l'apologie des États-Unis. Mais s'il s'agit de dire la vérité, il faut la dire tout entière.(...) Aujourd'hui, nous ne savons pas tout, mais au moins nous recevons certaines émissions de la radio internationale.

Q. Sont-elles très écoutées ?

RR. On pense que six cent mille personnes à Cuba écoutent régulièrement Radio France grâce aux satellites. Les gens captent aussi radio Nederland et Radio Extérieure Espagne, ou la BBC de Londres, où il y a aussi des informations en espagnol. Ce qui est important, c'est d'entendre le monde extérieur, des informations provenant d'ailleurs. Ni Granma, ni Miami ! Il est vrai que notre pays doit lutter pour son identité culturelle, contre la mondialisation et le néo-libéralisme. Mais pour notre pays, comme pour le vôtre, le fait de s'opposer aux États-Unis n'est pas une fin en soi et ne suffit pas à définir une identité nationale. (...)

Maintenant, toute expression artistique dépend des consignes politiques. Le gouvernement a mis les récitals de musique afro-anda-

louse en conformité avec ses plans agricoles et politiques ! C'est devenu une musique de propagande. Et cela, les jeunes le refusent. Cette grande mise en scène a contribué à créer une confusion entre la patrie, la nation, le parti et la révolution. Or on ne peut pas identifier une nation avec un parti politique !

(...) Les Cubains n'ont pas de base culturelle assez solide pour résister à cette offensive, ils n'ont pas de cinéma réellement national par exemple, réellement cubain, mais seulement un cinéma qui défend le gouvernement. Voilà ce qui se passe dans un pays de simulateurs... (...) Les gens se taisent parce qu'ils ont peur. Ils ont peu de choses, et ils ont peur de les perdre. L'État est l'unique employeur, le patron de tout. Un Français, si son employeur le licencie, il peut aller dans une autre entreprise. Ici non, toutes les entreprises appartiennent au gouvernement. A l'école, les enfants disent tous les matins : « *Nous serons comme le Che !* », et après, ils s'en vont à Miami... Cette empreinte idéologique n'a aucune profondeur. Ils disent « nous serons comme le Che », parce qu'ils y sont obligés. (...)

Les jeunes n'en veulent plus, ils n'ont plus aucune indulgence, ils ne veulent plus aucun compromis avec ce régime. Depuis qu'ils sont nés, les gens qui gouvernent sont des vieux. Il n'y a pas d'engagement possible pour eux. Je me souviens de l'entrée à la Havane de l'armée rebelle qui venait de triompher du dictateur Batista. J'avais onze ans. Ma fille n'a pas de souvenirs. Moi, je pourrai dire : ils ont lutté deux ans, ils ont le pouvoir depuis quarante-trois ans, il y a un déséquilibre, mais au moins, ils ont déchu un dictateur sanguinaire comme l'était Batista. Mais pour ces jeunes, depuis qu'ils sont nés, ces gens sont au pouvoir, sans espérance possible. Le gouvernement dit toujours : « *bientôt, maintenant...* » mais rien ne change jamais. Le futur n'a jamais existé. Nous survivons dans une espèce de présent éternel. Le gouvernement n'en finit pas de promettre un avenir radieux, un futur meilleur, et tout le monde vieillit sans voir le futur. Le pire, c'est que nos enfants et nos petits enfants s'en vont, et les générations suivantes partiront aussi. Parlons maintenant de l'autre grand drame de Cuba qui est la division de la famille. Dans chaque famille, il y a quelqu'un en dehors du pays. Et cela a créé une hypocrisie dans le cadre des relations familiales. Parce que les fils qui ont fui ont été obligés d'oublier leur famille, et obligeaient leurs familles à les oublier : c'étaient des ennemis qui partaient. On ne pouvait pas s'écrire, c'était interdit. Si tu avais des ambitions à Cuba, si tu avais envie d'avoir des responsabilités, d'être militant de la jeunesse ou membre du PC, tu devais rompre toute relation avec ta famille partie à l'étranger. C'était interdit de communiquer avec eux.

Q. Et c'est toujours interdit ?

RR. Non, aujourd'hui, c'est obligatoire, comme tout ce qui se passe à Cuba. Si tu n'écris pas à ta famille, tu meurs de faim !

Q. Quand a eu lieu ce changement ?

RR. En 1978, à cause de la crise économique, le gouvernement s'est rendu compte qu'il y avait là une possibilité de faire rentrer des devises. Et les gens ont commencé à venir des États-Unis... (...)

Il y a des centaines de familles à Cuba qui vivent aux crochets de leurs familles de Miami, qui leur envoient cent dollars par mois. L'équivalent de 2000 pesos cubains. Un ministre, à Cuba, gagne 60 dollars par mois. Un médecin ou un chirurgien gagne 5 ou 600 pesos, soit environ 20 dollars. C'est à dire que le type à qui on envoie cinquante dollars par mois gagne beaucoup plus qu'un médecin, et sans travailler. Les Tchèques avaient inventé une expression pour cela, ils disaient : « *Le gouvernement fait semblant de payer, nous faisons semblant de travailler.* » Ici, les salaires sont en pesos, mais les magasins sont en dollars... Tous ces problèmes sont liés : le mensonge, la propagande, la pauvreté, le désastre des relations affectives. Le peuple cubain est habitué à supporter les choses les plus dures sans protester, parce qu'il est impossible de protester, il n'y a pas d'opinion publique à Cuba. Alors les gens supportent tout. Le gouvernement dit que le pays est héroïque. Non, il n'est pas héroïque, il est muselé, il n'a pas le choix.



Une planche, deux oranges : danger, trou ! Une représentation du socialisme cubain ?

Sommaire

- P 2 à 4 Carte et chronologie repère.
P 5 à 22 Cuba n'est pas un paradis tropical pour les ouvriers (article repris de Partisan juin 2005, enrichi et remanié)
P 23 à 29 Interview de Z, opposant, professeur d'espagnol
P 29 à 35 Interview de Raul Rivero, poète et journaliste d'opposition

Quelques sites internet

Pro-gouvernement :

Le quotidien du PC cubain, Granma (en espagnol) :

www.granma.cubasi.cu

Cuba solidarity project (en français. nombreux autres liens) :

vedaj.club.fr/cuba/index.html

Oppositionnels :

agences de presse

www.lanuevacuba.com (en espagnol)

www.cubafreepress.org (en espagnol et anglais)

www.cubanet.org (en français, anglais et espagnol)

Quelques livres

Pro-gouvernement :

Cuba est une île, Bleitrach Dedaj, Le temps des cerises, 2004

Critiques :

La faillitte d'une utopie, Languepin, Gallimard poche, 1999

Le peuple cubain aux prises avec son histoire, Villanueva. L'Harmattan. 2004

Romans et romans policiers :

Ceux de Padura, Zoé Valdès, Cabrera Ifante, Vasquez Diaz